



Entre apories et réévaluation : du territoire au territorial

Guy Saez

► To cite this version:

Guy Saez. Entre apories et réévaluation : du territoire au territorial. CIST2016 - En quête de territoire(s) ?, Collège international des sciences du territoire (CIST), Mar 2016, Grenoble, France. pp.429-433. hal-01353631

HAL Id: hal-01353631

<https://hal.science/hal-01353631>

Submitted on 12 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre apories et réévaluation : du territoire au territorial

AUTEUR

Guy SAEZ, PACTE (France)

RÉSUMÉ

L'objectif de la communication consiste à montrer que l'emploi de la notion de territoire comme catégorie d'analyse commune à diverses sciences sociales n'aide pas, ou n'aide plus à comprendre les réalités territoriales. Elle n'est plus « une impérieuse nécessité ». Surchargée, soumise à une intense dynamique de dispersion et de stretching conceptuel, elle est devenue une notion insaisissable bien que le terme soit encore omniprésent dans le discours comme une substance nécessaire. Or cette substance, n'ayant d'autre consistance que rhétorique, devrait conduire les chercheurs à la prudence, à éviter de parler le langage d'un objet « tout fait » par d'autres, et « déjà là ». Après avoir abordé quelques apories théoriques de la notion, on défendra la thèse qu'il n'est pas nécessaire de rabattre les objets et processus territoriaux sur un « territoire » pour leur donner du sens. On pourra alors évoquer l'apport des approches nouvelles comme la territoriolgie et les théories représentationnelles et des réévaluations conceptuelles de certains travaux de géo-anthropologie et de relations internationales.

MOTS CLÉS

Territoire, apories théoriques, réévaluation, approches nouvelles

ABSTRACT

This communication aims to show that the use of the concept of territory as a category of common analysis in diverse social sciences does not help, or not any more, to understand territorial realities. It is no longer an "absolute necessity". Overloaded, under intense dynamics of dispersion and conceptual stretching, it has become an elusive concept although the term is still omnipresent in the discourse as a necessary substance. Yet this substance, having no other consistency than rhetoric, should lead researchers to caution, to avoid speaking the language of an object "already made" by others, and "already there". Having discussed some theoretical paradoxes of the concept, we will defend the thesis that it is not necessary to fold territorial objects and processes on a "territory" to give them meaning. We can then evoke the contribution of new approaches such as territoriology and non-representational theories and conceptual revaluations of works of geo-anthropology and international relations.

KEYWORDS

Territory, Territorial studies, Critics, New approaches

INTRODUCTION

La notion de territoire comme catégorie d'analyse commune à diverses sciences sociales n'aide pas, ou n'aide plus à comprendre les réalités territoriales. Elle n'est plus « une impérieuse nécessité ». Surchargée, soumise à une intense dynamique de dispersion et de stretching conceptuel, elle est devenue une notion insaisissable bien que le terme soit encore omniprésent dans le discours comme pour représenter une substance nécessaire.

Or cette substance, n'ayant d'autre consistance que rhétorique, devrait conduire les chercheurs à la prudence, à éviter de parler le langage d'un objet tout fait par d'autres, et déjà là. Dès lors que le chercheur parle le langage de son objet, il poétise probablement son propos, il en donne une image cohérente mais il en obscurcit définitivement la compréhension. Il y a donc une forme de *concept stretching* qui pointe dans tous les sens et, ce qui est le comble pour le territoire, qui n'a pas de « frontières » ! S'opposer à l'étirement du concept (1) expose à l'opprobre scientifique et suppose qu'on propose quelque chose de plus pertinent (2). En prenant appui sur les débats qui sont au cœur des « sciences territoriales » et en débusquant quelques apories théoriques de la notion, on défendra la thèse qu'il n'est pas nécessaire de rabattre les objets et processus territoriaux sur un « territoire » pour leur donner du sens. On pourra alors évoquer l'apport des approches nouvelles comme la territorologie et les théories représentationnelles et des réévaluations conceptuelles de certains travaux de géo-anthropologie et de relations internationales.

1. DES APORIES ÉPISTÉMOLOGIQUES...

La grande difficulté du territoire, c'est le pluralisme épistémologique qui le constitue. Soit il est saisi comme un objet physique, concret, doté de propriétés mesurables et organisées par des relations causales et, dans ce cas, on peut tenir un discours exemplifiant sa consistance et son mode d'existence, soit il est un objet abstrait où s'investissent des relations, des idées, des croyances et son ontologie obéit alors à de tout autres règles. Le plus souvent, la notion est employée sans préciser à quelle ontologie on la rattache ; on superpose les deux, ou on les mêle l'une à l'autre en s'exposant inmanquablement au danger de confusion et d'inconsistance. Et c'est précisément cette incomplétude qui est responsable de l'inflation des usages du terme puisque rien ne vient le borner. On est alors devant l'alternative de dire que la discussion « embarrassée » ne peut réellement avoir lieu ou de s'engager dans une opération déflationniste serrée et quelque peu désespérée. I. Boer évoque dans *Uncertain Territories* (2006) un autre type de difficulté : admettre une existence mais la considérer dans le même temps comme incertaine.

Existe-t-il une tierce voie ? Penser le territoire à travers sa méréologie, par exemple, les frontières – en admettant qu'il n'y ait pas trop d'imprécision sur le statut des frontières, êtres abstraits mais singuliers, ou en évoquant le territoire « par un de ses lieux constituant » à condition qu'on n'étende pas le sens du mot territoire à des objets non-topographiques. En effet, si « lieu » et « territoire » sont identiquement arrachés de leurs assises, comme le regrette B. Debarbieux (1995 : 104), leur méréologie devient indéterminée. Mais supposons qu'on puisse passer d'une ontologie à l'autre, ou qu'on puisse se fixer sur une méréologie, on se heurte alors à un nouveau problème épistémologique. Soit on parle du territoire en sociologue de « l'action située » en référence à des acteurs (élus, experts, entrepreneurs, animateurs, habitants... plus ou moins organisés en « systèmes d'acteurs »), et on opte pour un individualisme méthodologique – avec ses nombreuses variantes de l'interactionnisme à l'intérêt rationnel –, soit on insiste sur les règles qui font « agir » le territoire comme une entité collective holistique, et on en revient, le plus souvent, à un institutionnalisme têtue. Généralement, on se soucie peu de concilier ces épistémologies contradictoires. Peut-être y a-t-il des solutions théoriques aux dilemmes soulevés – si le pluralisme épistémologique n'est pas une fable – mais on les voit peu à l'œuvre.

... Aux apories sociopolitiques

Une grande partie des travaux sur le territoire, en évoquant sa triple nature matérielle, actantielle et institutionnelle, accentuent l'incertitude. P. Alphanéry traduit bien cela quand il caractérise le territoire comme « une forme particulière de découpage de l'espace plus ou moins institutionnalisé » (2004 : 5). Cette définition est un appel clair à l'interdisciplinarité puisque d'un côté se trouvent les pratiques sociales sur l'espace, de l'autre, les formes d'institutionnalisation qui peuvent renvoyer aussi bien au social qu'au politique. Les territoires les plus institutionnalisés seraient l'État et la commune, les autres se définiraient selon la plus ou moins grande dose de flou entourant leur statut juridico-politique. Puzzle, fin du jardin à la française, millefeuille, etc., les métaphores ne manquent pas pour dire ce qu'on ne sait plus nommer. Quant aux territoires « moins institutionnalisés », ils résulteraient de la créativité des groupes sociaux qui produisent et transforment le cadre spatial de leurs relations, selon des règles propres. Ici le terme « social » n'implique rien de politique ; il peut même être explicitement éjecté. Les économistes, qui ont intégré ces deux dimensions pour penser le « moment territoire » dans la régulation globale du système ne sont pas avertis d'innovations sémantiques : cluster, milieu entrepreneur, système productif localisé. B. Pecqueur (2006 : 28) agrège toutes ces dimensions en pensant le territoire comme « conjonction de l'espace commun abstrait construit par les groupes et d'un espace physique lorsque ce dernier contribue à l'élaboration de la ressource qui fonde le "dedans" par rapport au "dehors". Tout y est, et tout est potentiellement réversible, le territoire peut-être "provisoire et incomplet", le "dedans" et le "dehors" s'enchevêtrant, la communauté est imaginée et en même temps rattachée à une matérialité, etc. ».

Si l'incertitude prévaut, aucun territoire politique – l'État notamment – ne peut plus être défini par ses attributs classiques, c'est un territoire disparu par contraction de son sens. Les territoires « vécus » ne peuvent pas être mieux définis en raison de la multiplicité de ces vécus : ce sont des territoires saturés en signifiés, qui disparaissent par excès de sens.

Ces difficultés non résolues soulignent la faiblesse théorique et épistémologique de la notion de territoire. Un territoire (national) est-il la somme des territoires (locaux) qui le constituent, ou est-il autre chose ? Le territoire est-il le même quand on l'observe à des échelles différentes ? Y a-t-il encore territoire lorsqu'un des ses attributs essentiels vient à manquer¹ ? Si on a peu de certitudes pour dire de quoi il s'agit, on a trop de réponses contradictoires pour dire à quoi il sert. Pourquoi continue-t-il à faire paradigme en dépit de son inconsistance interne ? On est réduit à formuler des hypothèses irritantes. La plus malveillante, c'est que la notion permet d'engager un dialogue avec les responsables politiques et les experts qui parlent le même langage, sésame qui ouvre la porte des contrats de recherche ou qui octroie un rôle d'expert dans les comités de planification. La plus blessante, c'est que ceux qui l'emploient dans le monde académique sont victimes d'idéologies (forcément passéistes), c'est-à-dire d'un système qui offre une réponse unifiée aux problèmes de l'action sociale et qui les amène à surévaluer des formes sociales et des situations dans lesquelles ils croient reconnaître leurs valeurs. La plus « territorialiste », c'est qu'il s'agit avant tout d'une entreprise française tendant à se distinguer dans la compétition internationale des concepts.

1 C'est le cas des *territories* dans de nombreux pays fédéraux qui se distinguent des *states* en ce qu'il leur manque précisément l'autonomie politique.

Voilà pourquoi je soutiens que la notion de territoire, trop épuisée ou trop inépuisable, ne peut nous permettre d'approcher avec un minimum de sérénité interdisciplinaire les situations « territoriales ». Que faire ? On optera non pas pour un compromis mais pour une proposition transitionnelle apte à rendre compte des dynamiques en cours en disant qu'il y a du *territorial*, et plus vraisemblablement de l'*inter-territorial*, dans toute construction du rapport à l'espace (Vanier, 2008), de même que je peux soutenir qu'il y a du culturel, et plus vraisemblablement de l'*interculturel*, dans tout processus de construction des relations sociales. Je n'envisage pas ici de nier la topophilie qui s'exprime dès lors que la question des lieux (hauts-lieux, lieux de mémoires, non-lieux) est évoquée par des habitants, des entrepreneurs territoriaux ou des poètes, mais je tiens à éviter le transfert magique du désir de lieu à la complétude du territoire. La désubstantialisation du territoire pour laquelle je plaide conduit plutôt à être attentif à des processus, des avènements. C'est pourquoi, si je continue de penser qu'on peut utilement étudier des modalités de territorialisation et des modèles de territorialité, je ne me permets plus de conclure (comme j'ai pu le faire jadis) que tout cela « fabrique du territoire » (Saez, 1981). Il n'y a plus de lieu pour le territoire mais des territorialités subsistent, agissantes, plus ou moins prégnantes, que l'on doit saisir comme des interactions, des communications. Elles permettent d'imaginer un espace qui ne peut jamais se fermer, ni gagner en épaisseur ontologique en raison des procédures de territorialisation qui vont du mondial au local, toujours plus complexes, contractuelles, perpétuellement négociées et non immédiatement données par le droit, la culture, ou l'autoréférentialité des relations sociales. En passant du tacite à l'explicite, de ce qui est légitime depuis toujours à ce qu'il faut toujours légitimer, les territorialités nouvelles nous éloignent irrémédiablement du seuil à partir duquel « on ne peut plus faire comme les anciens » ; on ne peut plus s'inscrire naïvement dans une histoire mais simplement la recomposer sentimentalement ; on ne peut plus parler le langage de l'épopée, des temps inauguraux ni celui du dur labeur des temps de l'établissement. Reste celui de la stratégie : les planificateurs élaborent une cartographie continue, interactive et participative comme il se doit, des territorialités mouvantes, ils recensent des populations de plus en plus mobiles et inventent des symboles identificateurs pour des imaginaires urbains instables. Toutes ces stratégies de l'imaginaire soulignent encore une fois l'identité conceptuelle fuyante du territoire.

2. PROPOSITIONS DE RÉÉVALUATION DU « TERRITORIAL »

Passer du territoire au territorial, c'est donner un avantage à la multiplicité sur l'unité, au processus plutôt qu'à la fixité, à la relation plutôt qu'à la substance et à la régulation plutôt qu'à la régularité. Quand la notion de territoire ne s'applique pas directement à des divisions politiques institutionnalisées de l'espace, elle réfère à une sorte de continuum espace-temps replié sur lui-même : le territoire suppose la co-présence, une forme d'horizontalité des relations sociales de personnes qui vivraient la même histoire sur le même espace. Or, la littérature scientifique a insisté sur les changements qui affectent la matérialité et la territorialité de l'espace. Les relations entre les gens et les lieux sont remises en cause, jusqu'à mettre en crise les deux concepts fondamentaux d'État et de représentation, ce qui peut conduire à une dé-nationalisation des sciences sociales (Sassen, 2000).

Dans la communication définitive, on examinera en quoi les approches les plus nouvelles de la question territoriale tentent de se passer du « territoire » ou de le réévaluer dans une logique territoriale nouvelle. (i) Le courant de la territorologie explore les « circuits

courts » et « *slow* » de la territorialité. (ii) Le thème de l'articulation des espaces de représentation, celui des mots, de l'ordre des discours avec les espaces où se meuvent les êtres et des choses disparates a été le problème épistémologique et pratique continu des études territoriales. Les théories non représentationnelles s'attachent à une intention en action qui se manifeste non par le *logos* mais par la perception et l'engagement corporel. Elles souhaitent donner une légitimité aux sensitive evocations (Gregory, 2010 : 71) dans l'expérience spatiale dans la mesure où c'est dans le mouvement des corps que s'origine une phénoménologie de l'espace ; c'est du corps que dépendent les processus cognitifs à travers le système émotionnel. (iii) Du côté d'une certaine géo-anthropologie, on s'élève à la fois contre la vision naturalisante, primordialiste (Haesbaert, 2001) ou métaphysique (Malkki, 1992) du territoire et en même temps contre l'idée d'une disparition du mouvement de territorialisation pour voir dans la multiplication des territorialités ce qui fait disparaître le territoire lui-même. Enfin (iv), on évoquera la controverse en cours sur les droits territoriaux puisque le découplage entre identité et souveraineté, entre culturalisme et fonctionnalisme conduit les spécialistes des relations internationales à réévaluer leurs conceptualisations.

RÉFÉRENCES

- Alphandéry P., 2004, « Territoires en question. Pratiques des lieux, usages des mots », *Ethnologie française*, 2004/1, vol. 34, pp. 5-12.
- Boer I. E., 2006, *Uncertain Territories. Boundaries and Cultural Analysis*, Amsterdam, Rodopi.
- Debarbieux B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'Espace géographique*, 24(2), pp. 97-112.
- Gregory D., 2010, "Areal Differentiation and Post-Modern Geography", in Kavanagh L., *Chrono-Topologies. Hybrid Spatialities and Multiple Temporalities*, Amsterdam, Radopi, 67-96.
- Haesbaert R., 2001, « Le mythe de la déterritorialisation », *Géographie et culture*, n° 40, pp. 53-75.
- Malkki L., 1992, "Space-Identity and the Politics of Difference", *Cultural Anthropology*, 7(1), pp. 24-44.
- Pecqueur B., 2006, « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espaces et Sociétés*, n° 124-125, pp. 17-32.
- Saez G., 1981, « Fabriquer des territoires : les quartiers à Bologne, Turin et Grenoble », *Les Cahiers de l'aménagement du territoire*, VI, pp. 11-28.
- Sassen S., 2000, "Spatialities and Temporalities of the Global: Elements for a Theorization", *Public Culture*, 12(1), pp. 215-232.
- Vanier M., 2008, *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*, Paris, Économica.

L'AUTEUR

Guy Saez

PACTE

CNRS

guy.saez@umrpacte.fr